Chine: Inquiétudes sur la situation des migrants africains victimes de traitements inhumains dans le cadre de la lutte contre la pandémie du COVID-19

Appel urgent, 17 avril 2020

Genève (OMCT) - Les membres du réseau SOS-Torture en Afrique et en Asie adressent un appel urgent aux Rapporteurs spéciaux sur les droits des migrants, sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance et sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et aux membres du Groupe de travail des Nations Unies sur les personnes d'ascendance africaine au sujet de la situation des migrants africains victimes de traitements inhumains en Chine.

Madame et Messieurs les Rapporteurs spéciaux et experts,

Les organisations signataires de cet appel urgent sont membres du réseau SOS-Torture en Afrique et en Asie. Elles composent pour la plupart le groupe de travail sur la migration et la torture et les groupes d'intervention judiciaire de l'Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT) dont le mandat est de prévenir et lutter contre la torture en toute circonstance.

Madame et Messieurs,

Nous portons à votre considération les agissements des autorités chinoises qui au cours des dernières semaines se sont illustrées par des atteintes aux droits des migrants africains dans le cadre de la lutte contre la pandémie du COVID-19. En effet, nos organisations ont reçu des témoignages et alertes sur les traitements stigmatisant, discriminatoires, inhumains, et dégradants réservés aux migrants africains vivant en Chine. Il est allégué que les autorités chinoises testent de force, mettent en quarantaine et laissent prospérer des agissements dégradants à l'endroit des migrants Africains dans la province du Guangdong en particulier à Guangzhou. Plusieurs d'entre eux ont fait l'objet d'expulsion des hôtels et appartements, d'interdiction d'accès aux centres commerciaux, boutiques, restaurants et d'un durcissement des mesures de quarantaine. Les témoignages font état de nombreux migrants sans abris et privés d'alimentations à cause des politiques coercitives et discriminatoires les ciblant particulièrement. De nombreuses vidéos montrent des policiers chinois harcelant des Africains dans les rues de la ville de Guangzhou où vivent près de 4500 migrants venus d'Afrique et plusieurs autres en séjour d'affaires.

Cette discrimination des migrants Africains ignore les obligations internationales de l'État chinois et la récente déclaration de Mr. Felipe González Morales, Rapporteur spécial pour les droits des migrants du 3 avril 2020 invitant ***les États à inscrire les droits de l'homme au coeur de la réponse à la pandémie de COVID-19***. Il est compréhensible qu'après de nombreux efforts pour éradiquer cette pandémie, la Chine soit vigilante pour éviter une résurgence sur son territoire. Mais les recommandations de Mme E. Tendayi Achiume (Zambie) Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée indiquent clairement que ***« les réponses politiques face à la pandémie de COVID-19 qui stigmatisent, excluent, et rendent certaines populations plus vulnérables à la violence sont inexcusables, inadmissibles et contraires aux obligations des États en matière de droit international des droits de l'homme*** ».

Madame et Messieurs les Rapporteurs spéciaux et experts,

Nos organisations vous invitent respectivement à interpeller le gouvernement chinois afin que des mesures plus inclusives soient prises pour protéger les droits et la santé de l'ensemble de la population, y compris tous les migrants, quel que soit leur statut migratoire.

Même si les autorités chinoises se seraient engagées auprès des ambassadeurs africains à prendre un certain nombre de mesures urgentes pour apaiser la situation, il est souhaitable au regard du droit international qu'elles prescrivent des enquêtes pour tenir responsables et sanctionner tous les auteurs de ces traitements inhumains. Il est aussi impératif que l'État chinois fournisse dans un délai raisonnable à tous les migrants l'accès à tous les services vitaux dont un logement décent, une alimentation suffisante et des soins de santé satisfaisants.

Les signataires:

Afrique:

- **DIEYE Aminata** Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT)
- **OYAMTA BALDAL** Ligue Tchadienne DH (réseau) /Tchad
- **ALAA TALBI** Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux (FTDES) /Tunisie
- **MWANGI KEVIN** Independent Medico-Legal Unit (IMLU) /Kenya
- **ESTHER NABWIRE** (African Centre for Treatment and Rehabilitation of Torture Victims / Ouganda
- **ELMEHDI AG WAKINA** Association Malienne pour la Survie au Sahel (AMSS) /Mali
- **BADAMASSI YAHAYA** Alternative Espaces Citoyens/ Niger
- **MOUSAPHA KEBE** Réseau Migration développement (REMIDEV) / Sénégal
- **MOHAMMED BADAWI** Africa Centre for Justice and Peace Studies (ACJPS) /Soudan
- **Maitre AMAZOHOUN Ferdinand,** Collectif des associations contre l'impunité? au Togo (CACIT)/Togo
- **Maitre DONOU Thérèse,** Collectif des associations contre l'impunité? au Togo (CACIT)/Togo
- **Maitre AMEGAN Claude,** Collectif des associations contre l'impunité? au Togo (CACIT)/Togo
- **Maitre DOUMBIA Yacouba,** Mouvement Ivoirien des Droits de l'Homme (MIDH)/ Cote d'Ivoire

- **Maitre TRAORE Drissa,** Observatoire des Femmes actives de Côte d'Ivoire (OFACI)/ Cote d'Ivoire
- **Maitre SOUILAH Mohsen,** Centres SANAD/ Tunisie
- **Maitre RAHMOUNE Aissa,** Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADH)/ Algérie
- **Maitre IBOUANGA Éric, Action** des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT-Congo) / République du Congo
- **Maître NKONGHO Felix,** Center for Human Rights and Democracy in Africa (CHRDA)/ Cameroun
- **Maitre WEMBOLUA Henri,** Alliance pour l'Universalité des Droits Fondamentaux (AUDF)/ RDC
- **Maitre Annie Masengo,** Réseau des Défenseurs des Droits de l'Homme (RDDH)/ RDC
- **Maitre NODJITOLOUM Salomon,** Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT/TCHAD)
- **Maitre Moudeina Jacqueline** Association Tchadienne pour la Promotion et la Défense des Droits de l'Homme (ATPDH)/ TCHAD
- **Maitre NIYONGERE Armel,** SOS Torture Burundi/ Burundi
- **Maitre NTIRANYUHURA Divine,** Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT-Burundi)
- **Maitre Zaninyana Jeanne d'Arc,** Collectif des Avocats pour la Défense des Victimes de Crimes de Droit International commis au Burundi (CAVIB)/ Burundi

Asie:

- **Om Prakash Sen Thakuri,** Advocacy Forum/Nepal
- **Putri Kanesia,** KontraS/ Indonesie
- **Mushfiq Mohamed**, Maldivian Democracy Network/Maldives

Europe:

- **MAITE PAREJO SOUSA** Asociacio?n Pro Derechos Humanos de Espan?a (APDHE)/Espagne
- **BRIOSCHI Federica** Antigone/Italie

L'Organisation mondiale contre la torture (OMCT) est la principale coalition mondiale d'ONG luttant contre la torture et les mauvais traitements. Elle compte plus de 200 membres dans plus de 90 pays. Son secrétariat international est basé à Genève, en Suisse.

Contact presse :
Iolanda Jaquemet
ij@omct.org

(+) 41 79 539 41 06

Directrice de la Communication

Copyright © 2010 Organisation Mondiale Contre la Torture PDF généré sur: January 18, 2021 13:01